

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le <voir date
d'approbation>

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société Nouvelle WM

194 BOULEVARD FAIDHERBE
59500 Douai

Références : 2025-V3-97
Code AIOT : 0007000953

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement Société Nouvelle WM implanté Rue de Carcasonne Ancien puits du midi 59450 Sin-le-Noble. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société Nouvelle WM
- Rue de Carcasonne Ancien puits du midi 59450 Sin-le-Noble
- Code AIOT : 0007000953
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site actuel de SNWM à SIN LE NOBLE a été utilisé par les Houillères du Bassin Nord Pas-de-Calais (HBNPC) de 1947 à 1974 pour l'exploitation du Puits du Midi. Ce puits a servi, d'une part, à la descente et à la remontée du matériel technique et d'autre part à la production du charbon extrait dans un puits voisin. Le puits est situé, aujourd'hui, à l'intérieur et au sud du bâtiment. Il a été fermé en 1972 et remblayé en mars 1973.

En 1974, le site est cédé à la société LE PROFIL, par le gestionnaire des sites industriels des houillères, BATINOREST.

Les activités sont alors le profilage à froid, l'assemblage et le traitement de surface de pièces de carrosserie automobile.

En 1987, le site est acheté par ARBEL SOMENOR, filiale de la société COFIMEA. Le traitement de surface par cataphorèse est alors développé.

Après avoir pris l'appellation de VALFOND COFIMETA SOMENOR, en 1997, l'usine est associée au site de DOUAI et devient, en 1990, OXFORD AUTOMOTIVE France DOUAI.

ARBEL SOMENOR regroupe alors 3 usines à DOUAI, DORIGNIES et SIN LE NOBLE.

En 1997, la société COFIMETA passe sous l'égide du groupe VALFOND et les 3 usines d'ARBEL SOMENOR prennent l'appellation VALFOND COFIMETA SOMENOR. Cette dernière est rachetée en 1999 par le groupe américain OXFORD AUTOMOTIVE INC et devient OXFORD AUTOMOTIVE France Douai.

En 2006, la société OXFORD AUTOMOTIVE est rachetée par le groupe anglais WAGON AUTOMOTIVE, qui devient ainsi le 5ème équipementier automobile du marché européen.

Placés en redressement judiciaire en décembre 2008, les sites WAGON AUTOMOTIVE de DOUAI et SIN LE NOBLE ont été rachetés en juillet 2009 par la société SNOP appartenant au groupe FSD et forment une nouvelle entité WAGON MANUFACTURING.

La société SNOP appartient au groupe FSD qui est spécialisé dans la sous-traitance automobile. Ce dernier regroupe 2 activités :

- le découpage et l'emboutissage de pièces métalliques, exercées par la société SNOP,
- la conception et la réalisation d'outillage de presses réalisées par la société SNOM.

Thèmes de l'inspection :

- Action Nationale 2025 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande de justificatifs
3	Prélèvement et consommation d'eau	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 4.1.1.2	Sans objet
4	ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 4.1.2	Sans objet
5	PLAN DES RESEAUX	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 4.2.2	Demande de justificatifs

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection demande à l'exploitant de fournir les résultats des 2 prochains prélèvements qui seront menés lors des campagnes d'inter-calibration.

De plus, l'inspection demande à l'exploitant de modifier le plan des réseaux afin qu'il soit conforme à la prescription en ajoutant notamment:

- les différents ouvrages, notamment les vannes;
- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant indique qu'il a contacté ses 2 fournisseurs afin de vérifier la présence de PFAS dans les produits utilisés au sein de l'installation. Les 2 fournisseurs ont fourni une attestation qui indique qu'aucune substance PFAS n'a été trouvée dans les produits utilisés. Ces attestations ont été présentées à l'inspection. Les fiches de données sécurité ont également été consultées par l'exploitant. Une fiche de donnée de sécurité a été présentée à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : L'exploitant a réalisé une campagne d'analyse sur l'ensemble des points de rejets aqueux de l'établissement. Cependant, l'exploitant n'a réalisé qu'un seul prélèvement via le laboratoire IONESCO (certifié COFRAC). L'exploitant indique que les autres prélèvements seront réalisés à chaque campagne d'inter calibration (soit tous les 3 mois). La campagne menée respecte les paramètres obligatoires à mener lors du prélèvement (20 PFAS + AOF). L'inspection constate que les limites de quantification du rapport d'analyse ne dépassent pas celles fixées par l'arrêté ministériel, que ce soit pour l'AOF (Fluor organique adsorbable) ou les 20 PFAS analysés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de fournir les résultats des 2 prochains prélèvements qui seront menés lors des campagnes d'inter-calibration.
Type de suites proposées : Demande de justificatifs

N° 3 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 4.1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel ou dans un réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le système de disconnection équipant le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable, en application du code de la santé publique, destiné à éviter en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée doivent être vérifiés régulièrement et entretenus. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. L'alimentation en eau du procédé est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'installation, clairement reconnaissable et aisément accessible.
Constats : L'exploitant dispose d'un dispositif de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont relevées chaque mois et sont enregistrées dans un tableau qui a été présenté à l'inspection. Un dispositif de disconnection et d'arrêt d'urgence équipant le raccordement à la nappe est présent au sein de l'établissement et est fonctionnel. Il est en bon état et est correctement entretenu. La vanne de coupure est située au niveau du château d'eau. Une autre vanne est située au niveau du surpresseur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/01/2010, article 4.1.2**Thème(s) :** Risques chroniques, ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU**Prescription contrôlée :**

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Utilisation	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m³)	prélèvement maximal (m³)	
				Horaire	Journalier
Eau souterraine	Process de cataphorèse, lavage des sols de l'atelier, système de refroidissement des outils de l'activité d'assemblage	Nappe de la craie Forage interne au site	120 000	26 m³/h	511 m³/j
Réseau public	sanitaires	DOUAI	600	0,128 m³/h	2,55 m³/j

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection le relevé du prélèvement en eau en 2024. L'inspection constate que le prélèvement est en dessous de la limite autorisée (28 216 m³ en 2024 sur l'eau de forage en 2024 pour un prélèvement maximal fixé à 120 000 m³ et 202 m³ prélevé du réseau public pour un prélèvement maximal à 600m³).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : PLAN DES RESEAUX

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, PLAN DES RESEAUX
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. ; Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)- les secteurs collectés et les réseaux associés- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compleurs...)- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts en version papier. Une version numérique est également disponible. Le plan des réseaux ne fait pas clairement apparaître l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation. De plus, les ouvrages ne sont pas clairement indiqués dans le plan, notamment les vannes de fermeture du réseau. En revanche, les ouvrages d'épuration interne ainsi que les secteurs collectés et les réseaux associés sont bien indiqués dans le plan des réseaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de modifier le plan des réseaux afin qu'il soit conforme à la prescription en ajoutant notamment: <ul style="list-style-type: none">• les différents ouvrages, notamment les vannes;• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation.
Type de suites proposées : Demande de justificatifs